



NIGER



Lancement du cadre d'échange FDS-OSC

Du 21 au 22 Février, DCAF-Niger a organisé à Niamey un atelier de renforcement des capacités marquant le lancement du cadre de dialogue et d'échange entre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les Organisations de la Société Civiles (OSC) intervenant dans le secteur de la sécurité. S.E. Madame Catherine Inglehearn, l'ambassadrice du Royaume-Uni au Niger, a participé à la session de lancement présidée par l'inspecteur général de service de sécurité représentant le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation.

Cette activité vise à promouvoir la protection des droits humains et à encourager la création d'espaces d'échange et de dialogue entre les FDS et les OSC dans le but d'éliminer les préjugés et les barrières existantes. De plus, l'activité cherche à créer un lien de confiance et de collaboration entre les FDS et les OSC dans leur travail quotidien.

Cet atelier a permis aux 53 participants, parmi lesquels 6 femmes, d'identifier les différentes formes de cadres d'échange qui peuvent exister entre les FDS et les OSC et d'établir une cartographie actualisée des OSC impliquées dans la G/RSS. L'atelier a été une occasion pour les FDS et les OSC de comprendre les principaux rôles et missions des OSC dans la G/RSS au Niger.



Campagne de vulgarisation de la cartographie des voies de recours dans les régions de Diffa, Dosso, Maradi et Zinder

Du 23 février au 03 mars, DCAF a appuyé l'institution du médiateur de la République dans le cadre de la campagne de vulgarisation de la cartographie des voies de recours en cas d'abus du personnel de défense et de sécurité. Cette campagne vise à informer la population sur les différentes voies de recours et mécanismes existants pour une meilleure protection des droits humains.

Cette campagne a concerné les régions de Diffa, Dosso, Maradi et Zinder et fût conduite par la Secrétaire Générale de l'institution Mme Mounkaila Mina Chapé.

L'activité a regroupé 100 personnes par région, soit environ 400 personnes au total dont 80 femmes et est mise en œuvre dans le cadre du projet : "Promouvoir la redevabilité du secteur de la sécurité au Niger et au Mali" financé par le Royaume-Uni.

MALI



Atelier de consultations avec des organisations de jeunes et de femmes

Dans le cadre de l'opérationnalisation des comités consultatifs de sécurité (CCS) régionaux et communaux, DCAF-Mali a organisé deux réunions le 17 février avec des représentants d'organisations de la société civile (OSC) de femmes et de jeunes dans le district de Bamako. Au total, 15 représentants, dont 7 femmes, étaient présents. L'objectif de ces premières réunions était d'identifier les principales priorités de chaque groupe en matière de sécurité et de mieux comprendre leurs perceptions et leurs attentes à l'égard du CCS. Certaines des priorités communes aux deux groupes sont :

- Défis de prise de conscience des rôles en raison des déficits de communication et les barrières de langues.
 - La sensibilisation des pairs et légitimités traditionnelles à des approches de communication adaptées.
 - Prise en compte de la situation des enfants délinquants.
 - Besoins de renforcement de capacités en matière de communication et plaidoyer et amélioration de leur connaissance sur la dynamique sécuritaire locale et nationale, connaissance de l'architecture sécuritaire.
 - Appui à la réalisation de certaines actions de sensibilisation de proximité pour chaque groupe.
- Des besoins spécifiques à chaque groupe sont également ressortis durant la rencontre :
- Les femmes ont exprimé un besoin de formation des animatrices sur les violences basées sur le genre (VBG) pour une meilleure prise en compte de la situation des survivantes de VBG ainsi qu'un besoin de renforcement de la représentation des femmes dans les CCS communaux.
 - Les jeunes ont exprimé un besoin d'accroître leur rôle de sensibilisation sur les méfaits des stupéfiants ainsi qu'un besoin de sensibiliser les FDS sur la collaboration avec les jeunes dans le cadre de la collaboration police-population.

Sur la base de ces échanges, DCAF développera des activités de renforcement des capacités avec les OSC pour les aider à jouer un rôle plus actif et plus impactant dans le cadre du CCS et au-delà.



Séminaire de formation pour les conseillers juridiques de la DJM

La Direction de la Justice Militaire (DJM) a organisé un séminaire de formation pour (24) conseillers juridiques à Bamako du 21 au 23 février avec l'appui de DCAF.

Le séminaire cherchait à renforcer les capacités des conseillers juridiques en droit international humanitaire et droits de l'homme et en contentieux administratifs et judiciaires. De plus, les formateurs et instructeurs de la Direction de la Justice Militaire ont profité du séminaire pour mettre à jour leur connaissance. Il s'agissait d'une première formation de ce type pour un quart des participants.

Suite à la formation, les conseillers juridiques sont mieux à même de conseiller les décideurs et de contrôler le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire sur les théâtres

des opérations. La Direction de la Justice Militaire avait invité des experts civils et militaires pour dispenser les différents ateliers. Parmi les participants se trouvaient des conseillers juridiques des différents états-majors et d'autres institutions de défenses et de sécurité ainsi que quelques membres de la DJM.

BURKINA FASO



Atelier de remise de toolkit pour OSC

Du 13 au 18 février, DCAF a organisé des ateliers au Centre-nord et au Centre-Est du pays au profit de plusieurs organisations de la société civile formant les « comités de contrôle citoyen ». Le but de ces ateliers était de fournir à ces OSC les outils nécessaires à leurs activités de veille et de contribution à la gouvernance du secteur de la sécurité dans leurs localités. Durant plusieurs jours, DCAF Burkina et ses partenaires (Le médiateur du Faso, la Commission nationale des droits humains (CNDH), le Groupe recherche-action pour la sécurité humaine, et le Centre pour la qualité du droit et de la justice) ont présenté aux participants les voies de saisine et de recours juridiques en termes de réglementation du secteur de la sécurité. « Il existe de voies de saisine et vous avez le droit d'y recourir » a déclaré la représentante de la CNDH aux participants. Ces ateliers s'inscrivent dans la continuité du travail initié depuis 2021 au profit des comités de contrôle citoyen et contribuent à leur opérationnalisation.

Et les autres régions du monde ?

Cette newsletter vous informe de toutes les activités de DCAF au Sahel. Pour en apprendre plus sur notre travail dans le reste du monde, [inscrivez-vous à notre newsletter G/RSS Grab & Go.](#)



Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Cet email a été envoyé à {{contact.EMAIL}}
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)